



Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

Actuel

Numéro spécial

Quel est le rôle de la Suisse dans le monde ?

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

OUI À LA
NEUTRALITÉ
DE LA
SUISSE

No 17 | MAI 2026

Dans ce numéro :

Discours du 18 avril 2026, prononcé lors de l'Assemblée générale ordinaire de PRO SUISSE, Salle polyvalente de la caserne de Berne, Berne



« Point de vue politique »

Dr. Stephan Rietiker
Page 3

« Oui à l'initiative sur la neutralité ! »

Walter Wobmann
Page 6

« Les sanctions tuent ! »

Prof. em. Dr. Wolf Linder
Page 10

« Neutralité Suisse ou guerre en Suisse »

Dr. Christoph Blocher
Page 14

« Un spectre hante le pays »

Adrian Amstutz
Page 18



Célébration publique
de la Fête nationale
2026 – voir au verso



Pro Suisse : « L'heure des personnes déterminées »

L'Assemblée générale du 18 avril 2026 a été bien plus qu'un simple « événement ». Elle a marqué un véritable tournant. Plus de 800 membres et invités se sont rendus à Berne, non pas pour attendre passivement, mais pour délivrer un message clair : l'indépendance de la Suisse ne doit pas être compromise par des dépendances étrangères. Notre pays doit rester neutre, souverain et libre.

Le **chapeau de Gessler** que nous avons exposé dans la salle n'a pas été un simple accessoire de décor nostalgique, mais un symbole. Depuis des siècles, il incarne la tentative visant à soumettre un peuple et le moment où les gens ont à décider s'ils baissent la tête ou se redressent fièrement. C'est précisément ce choix qui s'impose à nouveau aujourd'hui. L'ambiance dans la salle l'a clairement montré : nos membres ont pleinement conscience des enjeux.

Notre président, le Dr **Stephan Rietiker**, a clairement résumé la situation dans son état des lieux : la neutralité n'est pas négociable. Elle est le rempart qui nous protège contre toute mainmise des blocs de pouvoir géopolitiques. Dans leurs messages de bienvenue, les jeunes ont clairement montré que la prochaine génération est déterminée à défendre ce rempart – avec courage, vigilance et sans illusions.

Le professeur **Wolf Linder** a démontré, sur une base scientifique, comment les sanctions, mesures coercitives non militaires, aggravent les souffrances des populations tout en épargnant les puissants.

Le Dr **Christoph Blocher** a rappelé que la neutralité suisse est unique, car elle est permanente, armée et globale. **Adrian Amstutz**, membre du Comité directeur, s'est prononcé avec une clarté sans équivoque sur la capacité de défense et l'affirmation de soi des citoyens de notre pays. Enfin, le vice-président

Walter Wobmann a expliqué pourquoi l'initiative sur la neutralité est nécessaire précisément en ce moment : parce que la pression sur notre souveraineté s'intensifie.

Le message a été clair : la Suisse se trouve à un tournant décisif et nous avons notre mot à dire sur cette décision. C'est pourquoi la phase décisive commence maintenant. Cette année, nous voterons sur l'initiative sur la neutralité. Viendront ensuite les collectes de signatures pour les référendums contre le paquet de traités de l'UE. Finalement, nous voterons sur le traité de soumission à l'UE et, par conséquent, sur la survie de la Confédération suisse.

Autrement dit, **c'est maintenant que nous avons besoin de vous tous. Ce n'est pas pour plus tard ni pour un jour indéterminé. C'est maintenant.** Chaque signature compte. Chaque voix compte. Chaque heure d'engagement compte. Notre Assemblée générale a montré que nous sommes nombreux et prêts à assumer nos responsabilités.

Le chapeau de Gessler nous rappelle que la liberté n'est jamais acquise. Il montre aussi que le courage commence chez quelques-uns, mais en inspire beaucoup. Faisons de 2026 l'année de la détermination, de la clarté et du courage. Une année où la Suisse prouvera qu'elle ne fléchira pas.

Nous nous battons ensemble, sans faiblir. Pour notre pays.

Werner Gartenmann,
directeur de Pro Suisse

Devenir membre
Pro Suisse



ISSN 2234-9723

Rédaction Pro Suisse
Case postale
3822 Lauterbrunnen
Tél. 031 356 27 27
info@prosuisse.info

Compte postal:
30-10011-5

Legs

En rédigeant votre testament, vous décidez, au-delà de votre mort, de ce qui adviendra de vos économies, papiers valeurs et immeubles. En prenant en considération Pro Suisse, vous soutiendrez notre travail pour le maintien d'une Suisse indépendante et neutre.

Nous vous en remercions cordialement.



« Point de vue politique »

Mesdames, Messieurs, chers membres et amis de Pro Suisse, chers invités – parmi lesquels des représentants de diverses ambassades, chères Suissesses, chers Suisses, chers patriotes!

Je me tiens aujourd'hui ici à Berne, au cœur de notre pays et je le ressens profondément: ceci n'est pas une rencontre ordinaire. C'est un nouvel élan! C'est le moment où le peuple suisse commence à se lever et à dire: ça suffit!

Regardez autour de vous. Huit cents visages. Huit cents cœurs qui battent pour la même cause.

À savoir:

1. Pour une Suisse qui reste libre - libre de la bureaucratie bruxelloise, libre de ceux qui, guidés par des idéologies, conduisent leur économie à l'échec, libre de lois étrangères, libre de juges étrangers.
2. Pour une Suisse, où la liberté d'expression et les valeurs démocratiques fondamentales sont défendues avec constance.
3. Pour une Suisse dont la neutralité armée, permanente, ne reste pas qu'un principe inscrit sur le papier, mais qui le cas échéant, est garantie par l'armée.
4. Et pour une Suisse, qui transmet à ses enfants et petits-enfants un pays qui demeure souverain, et non un petit appendice entravé de l'Union européenne.

C'est ce que certains, à Bruxelles et dans les cercles mondialistes, ne veulent plus entendre. Mais nous sommes là. Aussi déterminés qu'à l'accoutumée.

Chers amis, la menace ne franchit plus nos frontières à bord de chars. Elle avance insidieusement. Ce n'est pas l'UE qui constitue notre principal adversaire, non: le véritable danger se trouve à l'intérieur. La majorité du Conseil fédéral, ainsi que de nombreux fonctionnaires et élus de la Berne fédérale, se révèlent agir comme une cinquième colonne. Une cinquième colonne, qui tente de nous prendre pour des naïfs: avec des accords dénués de sens. Avec des tactiques de dissimulation habiles et des mensonges. Avec des formules creuses comme «accords bilatéraux». Avec des termes aimables comme «coopération» et «harmonisation». Mais derrière ces termes se cache l'ancien rêve des centralisateurs: dompter la Suisse. Ou, comme l'a formulé l'ancien président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker: «La Suisse est une absurdité géostratégique». Et cette opinion est plus présente que jamais au sein de l'Union européenne. Notre argent, nos frontières, notre armée, nos lois – tout devrait, lentement, mais sûrement, être acheminé dans la grande machine de l'Union européenne.



Je vous le dis : il ne s'agit en l'occurrence pas d'un partenariat. C'est une cage. Une cage peut-être aux barreaux dorés, mais une cage tout de même. Et nous, Suisses, ne sommes pas des oiseaux que l'on enferme.

Souvenez-vous de notre histoire. En 1848, nos ancêtres ont rédigé la Constitution fédérale – non pas parce que Bruxelles ou qui que ce soit d'autre le leur avait ordonné, mais parce que le peuple le voulait. En 1815, nous avons adopté la neutralité – non pas par faiblesse, mais depuis une position de force. Deux guerres mondiales l'ont montré: quiconque attaquerait la Suisse se verrait présenter une facture très salée. Armés. Déterminés. Inflexibles. Cela nous a préservés des guerres!

Et c'est précisément cette attitude qu'on cherche aujourd'hui à nous faire abandonner. «Le monde a changé», disent les élites. «Vous devez vous adapter», disent les lobbyistes de l'Union européenne. «La neutralité est dépassée», disent ceux qui, installés dans leurs bureaux feutrés de Berne, de Genève et de Bruxelles, n'ont jamais accompli un seul jour de service dans notre armée.

Et je leur réponds en un seul mot: mensonge.

Notre neutralité n'est pas dépassée. Elle est intemporelle. Elle est la raison pour laquelle la Suisse demeure le pays le plus digne de confiance au monde. C'est pour cela que des banques, des entreprises et des personnes du

Paquet de traités de l'UE: Je vous le dis: il ne s'agit pas ici de partenariat. C'est une cage. Une cage peut-être aux barreaux dorés, mais une cage tout de même. Et nous, Suisses, ne sommes pas des oiseaux que l'on enferme.

monde entier viennent chez nous. Parce que nous n'appartenons à personne. Parce que nous ne servons aucun bloc. Parce que nous ne servons que le peuple suisse.

Et c'est précisément pour cela que Pro Suisse s'engage chaque jour avec une conviction totale: non pas pour la gauche, non pas pour la droite, mais exclusivement pour la Suisse. Pour sa souveraineté et pour la démocratie directe, dans laquelle le peuple décide lui-même – et non pas des commissaires non élus à Bruxelles.

De quoi s'agit-il? Il s'agit de notre autodétermination et de notre neutralité, que nous défendons bec et ongles – même lorsque l'UE arrive avec des sanctions et des menaces.

Nous devons dire non lorsqu'ils veulent assouplir nos frontières, nous imposer des masses de migrants et de requérants d'asile, affaiblir notre armée et contourner nos lois.

Il est grand temps de faire de Pro Suisse la voix la plus forte du pays – ici à Berne, dans les cantons, à chaque table ronde des habitués et devant chaque urne.

C'est cela que nous devons mettre en marche ensemble aujourd'hui. Pas d'applaudissements à la fin, et ensuite chacun rentre chez soi. Non. Je veux que nous fassions tous naître un élan. Je veux que vous vous leviez demain et que vous disiez à chacun: la Suisse appartient aux Suisses. C'est tout.

Regardez le monde. Partout, les anciens blocs se désagrègent. Les promesses électorales et les traités sont systématiquement violés. La sacralisation des énergies renouvelables s'avère être un véritable coup d'épée dans l'eau. Partout, la conscience nationale se réveille à nouveau. Les gens ne veulent plus d'une politique télé-guidée. Ils veulent des racines. Ils veulent une patrie. Ils veulent avoir le contrôle de leur propre destin. Ils veulent de la responsabilité individuelle, et non des décisions imposées par un État nounou intrusif et sur-réglémenté.

La Suisse a toujours été un modèle. Nous avons toujours été le pays qui a démontré que le petit peut être grand – s’il est libre. Le petit peut être fort – s’il est armé et neutre.

Mais la liberté n’a rien d’un acquis. La liberté doit être reconquise chaque jour. C’est exactement ce que nous faisons ici, chez Pro Suisse. Nous ne sommes pas un parti. Nous sommes un mouvement. Le mouvement des Suisses qui ne veulent plus rester spectateurs pendant que leur souveraineté est grignotée au fil des négociations.

C’est pourquoi je vous le dis aujourd’hui, clairement et sans détour: voici notre programme – simple et compréhensible:

1. Nous ne voulons aucun rattachement à l’Union européenne. Ni par un détour caché, ni par une voie détournée. Aucune intégration institutionnelle. Aucune reprise du droit européen. Jamais, sous aucune forme.
2. Nous ne voulons aucune externalisation de la politique énergétique, de la politique de santé, de la politique agricole, ni d’autres domaines, vers l’Union européenne.
3. Nous décidons nous-mêmes de l’immigration et de l’ensemble des mouvements de personnes en Suisse et à travers la Suisse, de manière pleinement souveraine.
4. Nous voulons préserver la neutralité armée et intégrale, valable en tout temps. Notre armée doit redevenir une armée du peuple. Elle doit retrouver sa capacité opérationnelle. Elle reste indépendante. Aucun rapprochement avec l’OTAN et aucune participation à une armée européenne.

Quiconque remet en cause notre neutralité se heurte à l’ensemble du peuple suisse. La volonté de défense doit être encouragée de manière ciblée, car sans volonté de défendre le pays, même les meilleurs systèmes d’armement ne servent à rien.

Ce n’est pas une politique d’hier. C’est une politique pour demain. Pour nos enfants et nos petits-enfants. Pour la Suisse de 2050 et au-delà, qui doit rester libre.

Et vous savez ce qu’il y a de plus beau? Nous ne sommes pas seuls. Vous êtes là. Les 800. Et derrière vous, il y a

des centaines de milliers de personnes, voire des millions, qui pensent exactement la même chose, mais qui n’ont pas encore trouvé leur voix. Pro Suisse leur donne cette voix.

C’est pourquoi j’en appelle à chacune et chacun d’entre vous: engagez-vous. Parlez avec vos voisins. Allez voter. Soutenez Pro Suisse avec votre temps, votre argent et votre cœur. Car lorsque nous restons unis, nous sommes forts.

Les élites à Berne et à Bruxelles peuvent bien nous traiter de dépassés. Les globalistes peuvent bien nous trouver obstinés. Mais l’histoire nous enseigne ceci: les obstinés gagnent. Les libres gagnent. Les Suisses gagnent.

Aujourd’hui est le jour où nous envoyons le signal:

1. La Suisse reste la Suisse! La Suisse reste libre! La Suisse reste neutre – et armée!
2. Nous, à Pro Suisse, défendons la souveraineté de notre pays.
3. Nous défendons la neutralité permanente, intégrale et armée avec tous les moyens démocratiques.
4. Nous sortons d’ici tous ensemble, déterminés à défendre la Suisse que nous aimons.



Les gens ne veulent plus d’une politique téléguidée. Ils veulent des racines. Ils veulent une patrie. Ils veulent avoir le contrôle de leur propre destin. Ils veulent de la responsabilité individuelle, et non des décisions imposées par un État nounou intrusif et sur-réglémenté.

Walter Wobmann, ancien conseiller national, président du « Comité de l'initiative sur la neutralité », Vice-Président de Pro Suisse



«Oui à l'initiative sur la neutralité!»

Nous sommes réunis aujourd'hui parce qu'un pilier essentiel de notre Suisse est en danger. Un danger qui vient de la Berne fédérale – de ceux qui devraient en réalité protéger notre pays. Notre neutralité, qui s'est développée au fil des siècles, qui a fait ses preuves et nous a préservés des guerres, est systématiquement démantelée. C'est pourquoi nous devons dire oui à la préservation de la neutralité suisse, et cela signifie concrètement: OUI, à l'initiative sur la neutralité!

Le miracle Suisse

Imaginons un instant ce qu'est réellement notre Suisse. D'un ancien pays pauvre de l'Europe, elle est devenue l'un des pays les plus prospères du monde. Cela tient du miracle!

Comment y sommes-nous parvenus? Grâce à une devise simple, mais géniale: indépendante à l'extérieur, libérale à l'intérieur, dotée de droits civiques uniques au monde, construite sur le fédéralisme, fondée sur l'économie de marché, mais souveraine.

La Suisse s'est donné elle-même les règles de la vie en société. Ou comme l'exprima Johannes Furrer, le premier président du Conseil fédéral du nouvel État fédéral suisse de 1848, face aux ingérences internationales: «La Suisse indépendante continuera de se gouverner elle-même!»

La leçon de l'Histoire: la neutralité rend fort!

L'Histoire nous enseigne une vérité simple, mais décisive: la Suisse s'est toujours bien portée lorsqu'elle respectait strictement sa neutralité – et elle s'est toujours retrouvée en danger lorsqu'elle s'en écartait!

Après la Première Guerre mondiale – en 1929 – la Suisse, dans un excès de confiance et par naïveté, a fortement dilué sa neutralité éprouvée – aujourd'hui, le ministre des Affaires étrangères, le conseiller fédéral Cassis, parlerait de neutralité flexible – et elle a adhéré à la Société des Nations, le précurseur de l'ONU.

Le résultat? Nous nous sommes retrouvés dans une impasse en matière de politique extérieure! Lorsque les troupes de Mussolini ont attaqué l'Éthiopie, nous avons dû reprendre les sanctions économiques contre l'Italie – et Mussolini nous a ouvertement menacés de guerre!

Ce n'est qu'en revenant impérativement, en 1938, à la neutralité intégrale que toute la Suisse a pu respirer à nouveau. Le conseiller fédéral Motta s'exclama, sous les acclamations de l'assistance: «À l'avenir, il n'y aura plus de neutralité différenciée. [...] La neutralité redevient ce qu'elle avait été durant des siècles: illimitée et éternelle.»

Et ce retour à la neutralité est intervenu seulement quelques mois avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale! C'est précisément cette neutralité suisse qui nous a assuré la paix durant cette guerre meurtrière!

Et aujourd'hui?

Mesdames et Messieurs, aujourd'hui, nous nous retrouvons à nouveau dans une situation semblable à celle de 1920: celle de l'abandon de la neutralité globale. Le débat au Conseil national lors de la session de printemps l'a montré: la majorité de la classe politique ne veut plus de neutralité suisse, quelle qu'elle soit.

La preuve: la majorité du Parlement n'a même pas accepté un contre-projet fortement édulcoré à l'initiative sur la neutralité – un texte qui se serait borné à dire: «La Suisse est neutre. Sa neutralité est permanente et armée.»

Réfléchissez-y un instant! Même cette reconnaissance minimale de notre neutralité n'a pas été accordée! C'est la preuve incontestable: la Berne fédérale ne veut pas seulement «gérer» la neutralité de manière «flexible» – elle veut tout simplement s'en débarrasser!

Si déjà la formule de base de notre neutralité, en vigueur depuis des siècles, est pour eux de trop, alors leur véritable intention est claire: l'intégration complète dans l'OTAN et dans l'Union européenne! Cela se fait main dans la main, étape par étape, sans le peuple!

Ainsi, le danger de guerre pour la Suisse augmente considérablement! Les responsables politiques veulent avoir les mains libres dans les affaires étrangères et dans la conduite de conflits. La population se retrouverait seule et sans protection.

C'est exactement ce qui s'est produit en 2022: la majorité du Conseil fédéral, applaudie par les internationalistes, a cédé sous la pression étrangère et a repris les sanctions de l'UE contre la Russie, en contradiction totale avec la neutralité. Par cette décision, le Conseil fédéral fit de la Suisse une partie au conflit. Car celui qui adopte unilatéralement des mesures de contrainte non militaires contre une partie prend position entre le bien et le mal. Et il perd sa crédibilité en tant que médiateur neutre.

Ce qui nous menace réellement: guerre, misère et destruction!

Parlons sans détour! Que se passera-t-il si nous renonçons à notre neutralité? Nous ferons entrer la guerre directement dans notre pays!

Regardez autour de vous dans le monde! Partout, nous voyons les images: des villes détruites, des familles en

fuite, des enfants en larmes, des civils tués, des centaines de milliers de soldats morts, des massacres quotidiens. Ce n'est pas un destin lointain – c'est ce qui nous menace si nous poursuivons dans cette voie!

Nos ancêtres nous ont légué la paix. Une paix qu'ils ont conquise grâce à des décisions avisées. Et qu'ils auraient défendue avec une armée forte. Cette paix, nos responsables politiques sont en train de dilapider aujourd'hui!

Si nous n'agissons pas maintenant, nos enfants et petits-enfants demanderont un jour: Pourquoi n'avez-vous rien fait? Pourquoi avez-vous abandonné notre paix?

Ce ne sont pas des paroles creuses – c'est la vérité nue et brutale! Chaque pas que nous faisons en nous éloignant de la neutralité est un pas vers la guerre!

Pourquoi l'initiative est-elle notre salut

L'initiative sur la neutralité n'est pas un carcan rigide, mais notre bouée de sauvetage. Elle précise clairement:

- Oui, à la neutralité permanente! Pas au cas par cas!
- Oui, à la neutralité armée! Nous nous défendons nous-mêmes!
- Oui, à la neutralité intégrale! Militaire, politique, économique!
- Oui, à la tradition humanitaire de la Suisse! Ce n'est pas un hasard si le Comité international de la Croix-Rouge a son siège à Genève!
- Oui, à la diplomatie de paix de la Suisse! Le monde a besoin d'un médiateur fiable et neutre!

L'initiative nous restitue des règles claires. Des règles qui protègent contre les zigzags politiques. Des règles qui empêchent nos responsables politiques de nous entraîner dans des conflits étrangers.



Chaque pas que nous faisons en nous éloignant de la neutralité est un pas vers la guerre!

OUI À LA NEUTRALITÉ SUISSE



Notre appel à l'action

Je vous appelle: levez-vous pour notre Suisse! Pour notre neutralité! Pour notre avenir!

Que devons-nous faire?

1. **Parlez à chacun!** Expliquez à vos proches, à vos voisins, à vos amis, à vos collègues de travail et de vos associations, ce qui est en jeu.
2. **Faites-vous entendre et voir!** Affiches, autocollants, lettres de lecteurs, discussions – montrez que nous sommes nombreux!
3. **Organisez des rencontres!** Ensemble, nous sommes forts. Mettez les faits sur la table.
4. **Utilisez chaque plateforme!** Réseaux sociaux, journaux locaux, assemblées communales – partout, nous devons être présents!
5. **Faites un don, même une pièce de cinq francs est la bienvenue!** Face à des adversaires puissants, chaque franc compte.
6. **Et ensuite, allez voter, emmenez votre entourage avec vous:** chaque voix compte!

Notre message simple et clair

Oubliez les arguments compliqués. Il s'agit d'un message simple:

Pas de guerre! OUI, à l'initiative sur la neutralité!

C'est tout ce qui compte! Pas de guerre sur notre sol!
Pas de misère dans nos villages et nos villes! Pas de destruction de notre patrie!

Appel

La neutralité suisse est unique. Elle est choisie librement, elle est permanente, elle est armée et elle est globale.

Nos ancêtres nous ont transmis cet héritage dans le sang et la sueur. Un héritage de paix, d'indépendance et de sagesse. Il nous appartient désormais de le préserver.

Les responsables politiques à Berne ont démontré qu'ils ne souhaitent pas protéger notre neutralité. Même la formule la plus simple de notre neutralité ne leur était pas sacrée! Alors c'est à nous de le faire! Le peuple doit se protéger lui-même!

Sortez maintenant et engagez-vous pour notre Suisse! Pour nos enfants! Pour notre avenir!

Pas de guerre! OUI, à l'initiative sur la neutralité!

Ensemble, nous gagnerons – pour une Suisse neutre, libre et pacifique!



La Suisse s'est toujours bien portée lorsqu'elle respectait strictement sa neutralité – et elle s'est toujours retrouvée en danger lorsqu'elle s'en écartait!

La Suisse suit sa propre voie, qui a fait ses preuves

Hiver 1871 : en pleine guerre franco-allemande, la jeune Confédération suisse accueille plus de 80 000 soldats français dans un esprit neutre, ordonné, humain et confiant.



Pendant la guerre froide, la Suisse a montré ce que la neutralité permanente pouvait apporter. Elle a joué le rôle de médiatrice, d'interlocutrice et de bâtisseuse de ponts entre l'Est et l'Ouest.



« Les sanctions tuent ! »

C'est avec grand plaisir que je m'adresse à vous aujourd'hui pour la deuxième fois pour parler de la neutralité suisse. Nous allons cette fois-ci aborder le thème des sanctions. Je ne cherche ni à vous effrayer ni à déclencher une grande polémique avec le titre de mon exposé « Les sanctions tuent ».

Je souhaite plutôt aborder le sujet de manière objective en sept points :

Premièrement, je vais vous expliquer ce que sont les sanctions, qui les impose, quels pays sont concernés et lesquels ne le sont pas. Je citerai deuxièmement les raisons qui poussent l'ONU, l'UE ou certains États à imposer des mesures coercitives économiques à d'autres États.

Comme vous le savez, les sanctions ont pour but de corriger les fautes ou les injustices commises par un État. Cependant, je montrerai troisièmement que d'autres raisons entrent en jeu : à savoir le pouvoir politique ou plus précisément la loi du plus fort. Je vais quatrièmement illustrer cela à l'aide de l'exemple du blocus de Cuba, en place depuis des décennies.

J'aborderai cinquièmement les effets des mesures coercitives économiques. Celles-ci sont multiples, mais plutôt peu efficaces. En revanche, elles ont de nombreux effets secondaires indésirables : les sanctions causent notamment un grand nombre de morts. Il est important d'en parler, car les médias évoquent rarement ces

« morts discrets », contrairement aux « morts visibles » des guerres mondiales.

Je m'intéresse sixièmement aux sanctions de l'UE visant des individus et illustrerai cela avec le cas bien connu de Jacques Baud, ancien colonel et diplomate suisse.

Enfin, j'en tire septièmement des conclusions : comment j'évalue en tant que politologue les sanctions et quelles en sont les conséquences pour la Suisse et sa neutralité?

1. Que sont les sanctions, qui les impose et qui les subit ?

Les mesures coercitives et leurs moyens

Les sanctions sont des mesures coercitives visant à inciter un pays à modifier une politique jugée indésirable ou illégale par celui qui les impose. Les mesures les plus courantes sont les suivantes :

1. Les restrictions commerciales et financières sont les plus courantes.
2. Les sanctions diplomatiques sont destinées à isoler un régime sur la scène internationale.
3. Les embargos sur les armes ont pour but d'empêcher un réarmement indésirable.
4. Les sanctions contre des particuliers ou des organisations visent directement les responsables.

Qui sanctionne et pourquoi ?

Les Nations Unies

La Charte des Nations Unies impose à chaque État de s'abstenir de recourir à la force ou à la menace d'y recourir. Les violations de ce principe ainsi que les violations graves des droits de l'homme constituent les principales raisons justifiant les sanctions de l'ONU.

De nombreuses mesures sont de nature économique : embargos, droits de douane, blocage des capitaux ou des transactions financières.

Mais seule une petite partie des violations du droit international est sanctionnée, car les cinq membres permanents du Conseil de sécurité peuvent bloquer toute procédure en exerçant leur droit de veto.

Israël en est un exemple frappant : l'Assemblée générale de l'ONU condamne régulièrement ses agissements à l'encontre des minorités palestiniennes, mais les sanctions se heurtent au veto, notamment celui des États-Unis.

Les sanctions de l'ONU effectivement imposées touchent notamment l'Iran, le Soudan du Sud, la Corée du Nord, le Liban ainsi que diverses guerres civiles.

L'Union européenne

Le Conseil de l'UE impose des sanctions lorsque la démocratie ou la paix sont menacées ou lorsque des développements sont contraires aux objectifs et aux valeurs de l'UE. Son champ d'application est nettement plus large que celui de l'ONU.

Exemples connus : la Corée du Nord, l'Iran, le Venezuela, la Syrie, la Birmanie, la Russie ainsi que les talibans en Afghanistan.

En revanche, les discriminations et les violences à l'encontre des minorités russes dans les États baltes ou dans l'est de l'Ukraine (avant 2022) n'ont pas fait l'objet de sanctions.

Sanctions imposées par des États individuels

Les États puissants font usage des sanctions pour punir les atteintes à leurs intérêts de sécurité – qui ne sont souvent que présumés. Les États-Unis sont les premiers à recourir largement et à l'échelle mondiale à cet instrument. Citons par exemple le Brésil, Cuba, le Venezuela, l'Iran, la Corée du Nord ou la Russie.

2. Qui est sanctionné, qui ne l'est pas et pourquoi ?

Certains pays que nous avons mentionnés jusqu'ici ont été sanctionnés pour des violations du droit international, notamment la Russie, la Syrie ou l'Iran. En revanche, d'autres pays n'ont pas été sanctionnés malgré des violations comparables : l'Ukraine, les États-Unis et Israël. Dans le cas des États-Unis et d'Israël, des violations très graves du droit international et de la Charte des Nations unies ont même été commises – comme lors de la récente guerre d'agression contre l'Iran, ce qui met en évidence la faiblesse de l'ordre international de paix et le caractère partial de l'application du droit international.

C'est également révélateur des véritables raisons de nombreuses sanctions : le pouvoir politique et économique. Les sanctions sont souvent dictées par la loi du plus fort.

3. Les sanctions comme droit du plus fort - L'exemple de Cuba

Avec la « doctrine Monroe », les États-Unis se sont arrogés en 1823 le droit d'intervenir dans les pays d'Amérique afin d'assurer leur hégémonie. En Amérique du Sud, ils sont intervenus des dizaines de fois pour provoquer un « changement de régime ». Ces ambitions impérialistes persistent encore aujourd'hui – comme le montrent le cas du Venezuela ou la menace de « prise de contrôle » du Groenland.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, les États-Unis déplorent la présence d'un régime socialiste à leurs portes. C'est pourquoi ils imposent à Cuba un blocus économique total depuis 1962. Des pays tiers sont également touchés : quiconque commerce avec Cuba s'expose à des sanctions. Plusieurs banques suisses n'effectuent aucun virement vers Cuba.

Ces mesures coercitives sont illégales au regard du droit international. L'Assemblée générale des Nations unies dénonce cette situation chaque année depuis 1962 – sans effet. Donald Trump a même renforcé le blocus.

Conséquences du blocus

Cuba est gravement affaibli sur le plan économique. L'économie planifiée fonctionne mal à quelques exceptions près, comme le système de santé, qui, selon l'OMS, compte parmi les meilleurs au monde.

Le secteur privé est peu développé ; le tourisme est l'une des rares sources de devises. L'architecture de La Havane se délabre, les populations les plus défavorisées sont appauvries.

Mais l'objectif des États-Unis n'a pas été atteint : il n'existe pas d'opposition notable, capable de renverser le régime. De nombreux observateurs estiment que les sanctions ont plutôt conduit à renforcer la solidarité avec le régime.

4. Les effets des sanctions

L'ONU a analysé les répercussions des sanctions qu'elle a imposées dans plusieurs rapports. Son auto-rapport sur les 26 sanctions prises depuis 1991 révèle leurs effets (en pourcentage des cas)

Effets escomptés :	Élevés 14 %
	Moyens 38 %
	Faibles 49 %
Effets non souhaités :	93 %
- augmentation de la corruption/criminalité :	58 %
- conséquences humanitaires négatives :	44 %
- renforcement des gouvernements autoritaires :	36 %
- ternissement de l'image du Conseil de sécurité :	37 %
Effets négatifs sur la population :	60 %

Sans vouloir commenter ces chiffres, il s'en dégage un constat décevant : les sanctions n'atteignent souvent que peu le but recherché, alors que leurs effets secondaires non souhaités pour la population sont considérables.,

Les rapports scientifiques révèlent notamment ceci :

- Les changements de pouvoir sont extrêmement rares (exception : fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud).
- La population se solidarise avec le régime.
- Les sanctions frappent la population et non les dirigeants.

- Elles prolongent ou exacerbent les conflits et peuvent être des préludes à la guerre.
- Elles entraînent des coûts économiques élevés et coûtent la vie à de nombreuses personnes.

Selon les estimations de l'Institut Lancet, plus de 500 000 personnes meurent chaque année à la suite des sanctions – principalement des enfants et des personnes âgées. Ces « morts silencieux » ne font guère parler d'eux, bien qu'ils soient plus nombreux que les victimes annuelles de la guerre.

5. Sanctions contre des particuliers et des organisations

Le cas de Jacques Baud

Ces derniers temps, les sanctions contre des organisations ou des particuliers ont fortement augmenté. L'affaire Jacques Baud est un cas incroyable à l'échelle suisse. Le Conseil de l'UE l'a sanctionné pour de prétendues activités de propagande prorusse. Du jour au lendemain, Jacques Baud n'a plus été autorisé à quitter son appartement en Belgique ni à sortir du pays, et son compte bancaire a été bloqué.

Aucune audience ni procédure régulière n'a eu lieu. Jacques Baud rejette ces accusations. Tout ce qu'il avait fait, c'était publier des articles qui contredisaient la version officielle de l'UE sur le conflit ukrainien.

Le DFAE n'est pas venu à son aide et de nombreux médias ont gardé le silence. Ce n'est que tardivement que la procédure a été contestée. Les principaux médias n'ont guère examiné les accusations elles-mêmes, bien que Baud ait pu les réfuter de manière crédible – par exemple l'affirmation selon laquelle il aurait été présent dans les médias russes, ce qui est faux.

Les sanctions de l'UE ont manifestement eu pour but de censurer une opinion jugée nuisible. Baud a été victime d'un régime de sanctions imposé aux personnes accusées de « désinformation » ou de « théories du complot ». En Allemagne, il existe même une « obligation de dénonciation » : quiconque a connaissance de contournements de sanctions et ne les signale pas s'expose à des poursuites pénales.

L'UE tient un registre de plus de 5 000 personnes et organisations sanctionnées – parmi lesquelles figurent non seulement des oligarques, mais aussi des journalistes qui se montrent critiques. Ces sanctions sont



considérées comme « intelligentes », car elles ciblent des individus de manière précise. Mais elles violent des principes fondamentaux de l'État de droit : il n'y a pas de procédure régulière, le Conseil de l'UE est à la fois législateur et juge, et les mesures portent gravement atteinte à la liberté individuelle, à la liberté professionnelle et à la liberté d'expression.

6. Conclusion

Ma conclusion se résume en une seule phrase :

Les sanctions ne sont pas un moyen de promotion de la paix. Elles s'inscrivent dans la logique de l'hostilité et de la guerre.

7. Conséquences pour la Suisse et sa neutralité

Les mesures de coercition économique renforcent plutôt le risque de guerre et sont incompatibles avec l'idée de paix défendue par la neutralité.

Les sanctions compromettent la crédibilité de la neutralité, font de la Suisse une complice des parties au conflit et nuisent à sa capacité de médiation.

L'initiative sur la neutralité est cohérente lorsqu'elle exige que la Suisse ne participe pas à des mesures de contrainte économiques contre des États belligérants – à l'exception des sanctions de l'ONU auxquelles elle est légalement tenue de se conformer.

Les activités de médiation de la Suisse neutre sont plus judicieuses que les sanctions.

Perspectives – des voies plus judicieuses que les sanctions

Les activités de médiation de la Suisse neutre sont plus judicieuses que les sanctions.

L'histoire en offre de nombreux exemples :

- Depuis 1953, des membres de l'armée suisse surveillent la zone de désarmement entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.
- En 1962, la Suisse a organisé la conférence d'Évian, qui a mis fin à la guerre coloniale entre la France et l'Algérie.
- Elle a permis la poursuite des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba ou l'Iran.
- En 1955, la neutralité de la Suisse a servi de modèle pour l'indépendance de l'Autriche.
- Les diplomates suisses ont joué un rôle central dans les conflits en Tchétchénie, en Abkhazie et en Géorgie.
- L'OSCE, au sein de laquelle tous les États européens sont représentés, a été dirigée à plusieurs reprises par des secrétaires généraux suisses.

Les bons offices de la Suisse ne doivent donc en aucun cas être sous-estimés. Même les organisations internationales ont besoin de médiateurs dignes de confiance. Les efforts discrets et continus visant à trouver une solution pacifique aux conflits par la médiation restent importants.

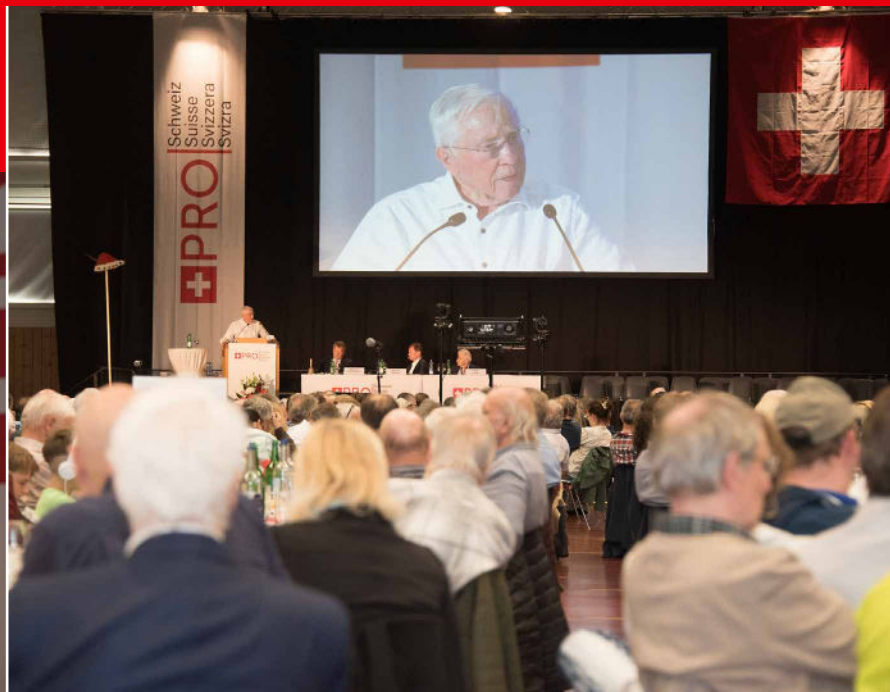
L'initiative sur la neutralité limite la participation à des mesures coercitives revêtant un caractère international. La Suisse ne respecte que les sanctions de l'ONU, mais pas celles de l'UE ou d'autres pays. Si l'initiative est acceptée, elle renforcera l'indépendance de la Suisse et sa capacité à contribuer à la paix.

Malgré la course aux armements et le risque croissant de guerre, la Suisse s'aligne sur la Charte des Nations unies, qui prône le renoncement à la force. Ce principe reste un espoir – en particulier pour les petits États.

Le Conseil fédéral devrait par conséquent dénoncer clairement les violations du droit international. Compte tenu de leur grand nombre, il ne peut pas le faire dans tous les cas. Mais en cas de violations graves, il devrait le faire de manière impartiale et envers toutes les parties.

L'association Pro Suisse n'est pas seule à s'engager. Nombreux sont ceux qui s'unissent contre les sanctions et la guerre, en faveur de la neutralité et de la paix.

Dr Christoph Blocher,
ancien conseiller national et
ancien conseiller fédéral



« Neutralité suisse ou guerre en Suisse »

I. Le miracle Suisse

L'économiste Friedrich Engels, un communiste, parcourut au milieu du XIX siècle l'ensemble des pays européens et constata, peu avant la fondation de l'État fédéral suisse – donc avant 1848 –, que tous les pays d'Europe comptaient économiquement – à une exception près: la Suisse. Elle était petite, ne disposait d'aucune ressource naturelle, d'aucun marché intérieur et d'aucun accès à la mer. La Suisse occupait une position topographique impossible avec un véritable verrou alpin. Avec ses quatre langues, elle n'était pas, selon lui, un pays où la communication était possible.

Il se moquait de la «liberté des éleveurs de bétail» et parlait (littéralement) de «barbarie», de «stagnation» et de «lutttes tribales du proto-helvétisme». La Suisse – poursuivait Engels – n'était qu'un «vestige d'une époque historique révolue».

D'un point de vue économique, Engels, malgré toutes ses exagérations, n'avait pas tout à fait tort. Avec de tels obstacles économiques, la Suisse n'était pas vraiment bénie en facteurs de réussite; elle aurait même dû être vouée à la disparition.

Mais faisons un saut: comment la Suisse s'est-elle développée?

De l'ancien pauvre de l'Europe est devenue l'une des nations les plus prospères du monde. Elle figure régulièrement en tête des classements internationaux en matière de prospérité comme de satisfaction. Elle a tiré parti de sa pauvreté et ignoré ses désavantages économiques structurels.

C'est le cas particulier de la Suisse, avec une forme d'État qui a su conduire au succès.

Cela tient du miracle!

La devise était la suivante:

Entretenir des relations amicales et ouvertes avec le monde entier, agir économiquement à l'échelle globale, mais sans jamais abandonner la capacité de façonner son propre pays. Agir de manière souveraine.

Cela signifie: indépendante à l'extérieur, libérale à l'intérieur, dotée de droits civiques uniques au monde, construite sur le fédéralisme, fondée sur l'économie de marché, mais souveraine. La Suisse s'est donnée elle-même les règles de la vie en société. Ou, comme l'exprima Johannes Furrer, le premier président du Conseil fédéral du nouvel État fédéral suisse de 1848, face aux ingérences internationales: «La Suisse indépendante continuera de se gouverner elle-même!»

II. Épargnée par les guerres

Il n'y a toutefois pas que la réussite économique qui force l'admiration, mais aussi la capacité à vivre en paix. Depuis plus de deux siècles, notre pays a su se défendre sans jamais devoir mener de guerre. La Suisse a toujours su une chose essentielle: «Si vis pacem para bellum.» Ou en français: «Si tu veux la paix, prépare la guerre.»

Dans notre voisinage immédiat, des guerres terribles ont éclaté, mais la Suisse est restée épargnée et a pu préserver la paix.

Nous devons cette paix à une autre particularité de notre pays, à savoir la neutralité suisse – non pas une neutralité quelconque, mais bien la neutralité propre à la Suisse. Nous lui devons une Suisse sans guerre. C'est la neutralité perpétuelle, armée et intégrale – la maxime de défense qui a fait ses preuves pour un petit État comme la Suisse.

Cette maxime s'est révélée, dans la réalité historique, plus que convaincante:

- En 1856/57, le roi de Prusse menaça d'envoyer jusqu'à 150 000 soldats pour reprendre possession de la principauté de Neuchâtel. La Suisse résista: elle conserva Neuchâtel comme canton, tandis que le roi de Prusse ne garda que le titre de «prince de Neuchâtel».
- En 1859/60, certains esprits échauffés voulurent entraîner la Suisse dans l'affaire de la Savoie et provoquer une guerre contre la France. Des neutres raisonnables comme Alfred Escher ont heureusement empêché cela, en invoquant la neutralité suisse.
- Un danger encore plus grand surgit en 1870/71 avec la guerre franco-allemande. La situation devint particulièrement dangereuse lorsqu'une armée française en déroute, commandée par le général Bourbaki, fut repoussée vers la frontière jurassienne. En invoquant la neutralité suisse, il fut possible de désarmer et d'interner en Suisse l'armée française de Bourbaki, totalement démoralisée, sans que l'Allemagne ni la France ne prennent de mesures de rétorsion.
- Lors de la terrible Première Guerre mondiale (1914 à 1918), qui fit environ 17 millions de morts, la Suisse fut à nouveau épargnée. Les belligérants respectèrent la neutralité suisse. L'ennemi fut tenu à distance grâce à la neutralité perpétuelle, armée et intégrale. Ainsi, on

ne créait aucun motif d'attaque et l'on dissuadait par la présence de l'armée. Ce que l'on appelle sur le plan militaire dissuasion était l'exigence de l'époque. Cela signifie, que, même si un agresseur décidait d'attaquer malgré la position neutre, il devait s'attendre à subir des pertes trop élevées. Une attaque ne devait pas être rentable pour l'agresseur. La Suisse traversa l'horrible Première Guerre mondiale sans guerre sur son propre territoire.

- La neutralité perpétuelle, armée et intégrale, avec sa dissuasion, joua également un rôle majeur dans l'enfer de la Seconde Guerre mondiale (1939–1945), qui laissa derrière lui entre 60 et 80 millions de morts. Au total, 800 000 hommes (soit tout de même 20% des 4 millions d'habitants de l'époque) surveillaient le territoire national. Tous les cols alpins, les ponts, les tunnels et les installations industrielles étaient préparés à la destruction. Il ne s'agissait pas seulement d'«être neutre», mais aussi de cette dissuasion – tel en était le but. Et c'est ainsi que la Suisse put préserver les piliers de son État – souveraineté, démocratie, liberté, fédéralisme – même durant cette période extrêmement difficile, bien qu'elle fût entièrement entourée par l'Allemagne hitlérienne et l'Italie mussolinienne.

Mais la Suisse dut d'abord reconquérir cet important instrument de paix – la neutralité suisse – avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, car elle l'avait négligé, dans un élan de politique de paix, après la Première Guerre mondiale.

Car en 1920, dans une euphorie pacifiste, elle adhéra à la Société des Nations. La classe politique exhorta alors les citoyens: la Suisse avait affirmé qu'elle avait urgemment besoin de cette ouverture et qu'elle devait s'adapter au monde – c'est ainsi que l'on s'exprimait déjà à l'époque. Les mêmes refrains résonnent aujourd'hui à propos de l'adhésion à l'ONU, de la soumission à l'Union européenne ou de l'entrée dans l'OTAN. Mais, comme aujourd'hui, il en allait ainsi: tout n'était que bruit et fumée. On sacrifia ainsi la neutralité intégrale. Elle ne pouvait plus être perpétuelle et armée qu'à titre permanent, mais elle ne pouvait plus être intégrale. Les mesures de contrainte non militaires, telles que les sanctions économiques, les restrictions diplomatiques et bien d'autres encore, durent être appliquées par la Suisse sur ordre de la Société des Nations.

La majorité des Suisses croyait alors naïvement – comme beaucoup de Suisses le pensent de nouveau aujourd’hui et surtout au sein de la classe politique – qu’une organisation internationale garantirait une sécurité globale et la paix mondiale. C’étaient les années folles, les «années vingt» dorées!

Ainsi, la Suisse n’eût certes pas à participer aux mesures militaires de la Société des Nations, mais bien aux mesures non militaires. Fin de la neutralité intégrale!

III. L’année clé: 1938

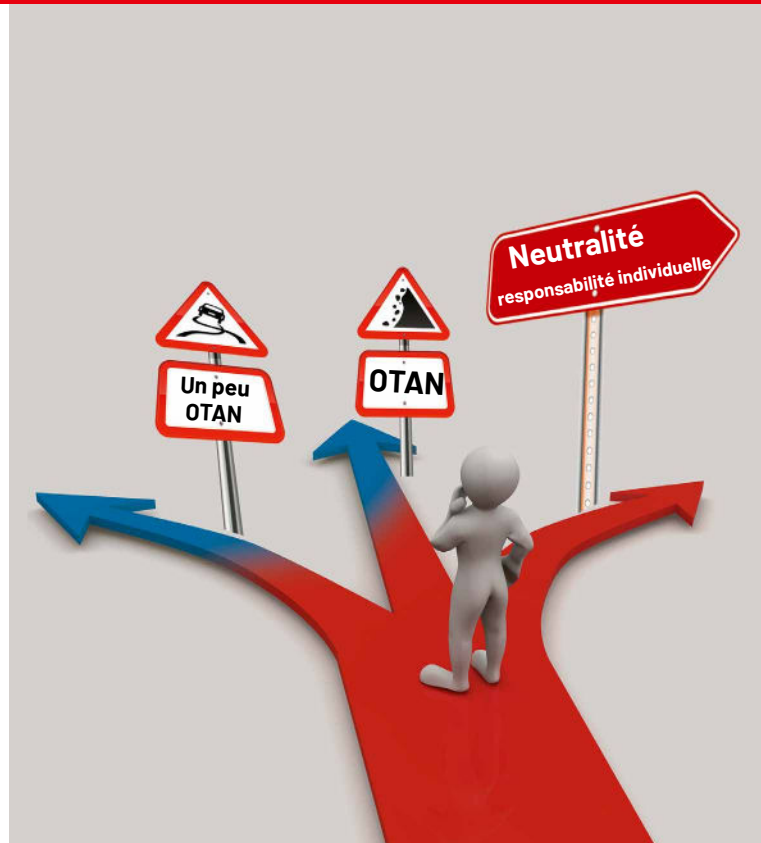
Or l’abandon de la neutralité intégrale par la Suisse se retourna amèrement contre elle. La Suisse se retrouva effectivement bientôt prise entre les blocs de cette organisation.

Elle conduisit notre pays, dans les années 1930, dans une impasse en matière de politique extérieure. Lorsque les troupes de Mussolini attaquèrent l’Éthiopie, la Suisse dut reprendre à son compte les sanctions économiques imposées par la Société des Nations contre l’Italie, et Mussolini menaça alors ouvertement la Suisse de guerre: il avait, disait-il, les yeux tournés vers le Tessin, parce que la Suisse avait perdu sa neutralité et sa cohésion, et qu’elle devait un jour se disloquer comme tant de petits États.

Il devint clair pour chacun, jusqu’au dernier, à quel point cette neutralité restreinte était dangereuse. La Suisse dut – afin de ne pas risquer une guerre avec son voisin du sud – revenir impérativement à la neutralité intégrale.

Au Conseil national, le conseiller fédéral Giuseppe Motta déclara donc en 1938: «De l’avis du Conseil fédéral, la Confédération doit exprimer clairement, sans hésitation, qu’elle ne peut se satisfaire d’une neutralité différenciée, mais que celle-ci doit être pleine et entière, conformément à sa tradition séculaire.»

Lors d’une assemblée populaire, le conseiller fédéral Motta s’exclama, sous les acclamations de l’assistance: «À l’avenir, il n’y aura plus de neutralité différenciée. Après une brève période durant laquelle nous avons sincèrement cru pouvoir nous permettre une neutralité moins rigoureuse, notre politique extérieure revient à sa voie traditionnelle. La neutralité redevient ce qu’elle avait été durant des siècles: illimitée et éternelle.»



Oh – Mesdames et Messieurs – que cela est vrai. Où est aujourd’hui le représentant du Département des affaires étrangères, qui laisserait échapper de telles paroles empreintes de force?

Un soupir de soulagement audible parcourut alors tout le pays. Chacun se réjouissait que le cauchemar de la soi-disant «neutralité différenciée» fût enfin terminé.

Le conseiller fédéral Rudolf Minger déclara, soulagé: «Dieu soit loué, ce cauchemar est terminé!»

Monsieur le conseiller fédéral Cassis, suivez l’exemple de votre prédécesseur tessinois Giuseppe Motta – il n’est pas encore trop tard pour cela!

Car c’était également le même Motta qui, en 1920, comptait parmi les plus ardents partisans de l’adhésion de la Suisse à la Société des Nations. Tout aussi fougueusement que vous – Monsieur le conseiller fédéral Cassis – vous engagez en faveur des sanctions contre la Russie, du rapprochement avec l’Union européenne, des décisions de l’ONU et de bien d’autres choses inutiles mais dommageables.

Motta comprit à temps – et c’est là que réside sa grandeur – qu’en 1920, il avait égaré le peuple suisse en l’entraînant dans une organisation internationale.

Il se tourna donc, en 1938: vers un retour vers l’avenir. Et cela fut une bénédiction pour la Suisse.

Le retour à la neutralité intégrale de la Suisse n’a pas seulement empêché la guerre avec l’Italie, mais bien davantage: cette décision essentielle intervint seulement

quelques mois avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

C'est cette neutralité suisse – la neutralité intégrale – qui assura à la Suisse la paix durant cette Seconde Guerre mondiale meurtrière.

IV. Et aujourd'hui?

Mesdames et Messieurs

Aujourd'hui, nous nous retrouvons à nouveau dans une situation semblable à celle de 1920: celle de l'abandon de la neutralité globale. Le débat au Conseil national l'a montré: la majorité de la classe politique ne veut plus de neutralité suisse, quelle qu'elle soit.

Non seulement la neutralité intégrale a été rejetée, mais même la neutralité armée permanente. Même une contre-proposition se limitant à la neutralité militaire a été écartée.

Ainsi, le danger de guerre pour la Suisse augmente considérablement! Les responsables politiques veulent avoir les mains libres dans les affaires étrangères et dans la conduite de conflits. La population, souffrante et dépourvue de pouvoir, se retrouverait seule et sans protection.

C'est exactement ce qui s'est produit en 2022: la Suisse a cédé sous la pression des États-Unis et des grandes banques suisses – et elle a repris les sanctions de l'Union européenne contre la Russie, en contradiction totale avec la neutralité. Par cette décision, le Conseil fédéral fit de la Suisse une partie au conflit – et cela face, de surcroît, à une puissance nucléaire.

Par conséquent, la neutralité suisse a subi de graves dommages vis-à-vis de tous les États. Cette violation de la neutralité a affaibli la crédibilité et la fiabilité de la Suisse. C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, l'initiative sur la neutralité constitue une étape importante vers une Suisse sûre et pacifique.

Sans cette neutralité, la guerre entrerait en Suisse.

Seule une telle neutralité globale crée de la crédibilité, de la fiabilité et de la confiance. L'adoption de cette initiative permettra de rétablir cela.

En résumé, nous constatons ceci:

La neutralité signifie:

- La Suisse n'est la partie belligérante de personne. Cela vaut non seulement sur le plan militaire, mais de manière intégrale.
- Grâce à la neutralité armée, un adversaire potentiel doit conclure, dans une analyse coûts-bénéfices, qu'une attaque ne serait pas avantageuse.

Quiconque veut relativiser ou flexibiliser cette neutralité, quiconque envisage un rapprochement avec l'OTAN, une adhésion à celle-ci ou encore l'intégration dans une alliance militaire de l'Union européenne, accepte en fin de compte l'inverse de la paix en Suisse: à savoir la guerre.

V. La neutralité comme élément d'identification

En tant qu'entrepreneur actif à l'international, j'ai toujours fait la même expérience: à l'étranger, nous, Suisses, sommes appréciés précisément pour notre neutralité. Combien de fois, lors de mes voyages, des personnes d'origines les plus diverses m'ont-elles exprimé leur reconnaissance pour la neutralité suisse!

Il est facile de le prévoir: si nous renonçons à cette neutralité, plus personne ne s'intéressera à nous. La Suisse se priverait alors d'un pilier essentiel de son succès. Car c'est la neutralité qui donne à la Suisse sa valeur actuelle.

Ce monde a besoin, quelque part sur la planète, d'un lieu neutre où les parties en conflit, ceux qui mènent la guerre, puissent à nouveau se parler et négocier la paix.

La neutralité suisse constitue aussi, pour cette raison, une contribution précieuse à la paix mondiale!



C'est cette neutralité suisse – la neutralité intégrale – qui assura à la Suisse la paix durant cette Seconde Guerre mondiale meurtrière.

Adrian Amstutz, ancien conseiller aux Etats,
ancien conseiller national, membre du comité
de Pro Suisse



Le chapeau de Gessler : symbole de l'oppression et de la domination étrangère : mettons un terme aux nouveaux chapeaux de Gessler !

« Un spectre hante le pays »

Depuis trois décennies, un spectre fait des ravages en Suisse. Le spectre du renoncement, de la soumission et des élites abusant de leur pouvoir dans la politique, l'administration, l'économie et les médias. Or la Suisse a beaucoup à perdre: sa démocratie directe, sa liberté et sa neutralité éprouvée, qui nous apportent non seulement la sécurité, mais aussi la prospérité. Et elle a beaucoup à gagner en revenant à ce qui a fait ses preuves. Avec la neutralité et une armée forte, elle assure sa sécurité. Sans soumission à l'Union européenne, elle préserve sa liberté économique couronnée de succès et sa prospérité, et sans immigration de masse, la sauvegarde de notre identité ainsi que des paysages qui ne sont pas encore bétonnés.

Les faits des dernières décennies sont sur la table:

- La prospérité ne profite qu'à une minorité (managers, responsables d'associations et de syndicats, ainsi qu'aux politiciens de carrière). Pour la très grande majorité des citoyens ordinaires, elle, stagne pratiquement. Les modestes améliorations de revenus sont plus qu'absorbées par l'explosion des loyers et des primes d'assurance-maladie.
- Et malgré un million de travailleurs supplémentaires depuis l'an 2000, la pénurie de personnel qualifié ne cesse de s'aggraver. Pourquoi? Parce que la Suisse a vu sa population augmenter de 1,9 million de personnes

depuis l'an 2000, principalement en raison de la libre circulation des personnes avec l'UE, laissée sans frein, et de l'abus toléré du droit d'asile. Ces 1,9 million de personnes ont besoin de plus de maçons pour construire des logements, de plus de médecins et de soignants pour les prendre en charge, de plus de fournisseurs de services pour les approvisionner, de plus de personnel administratif pour les gérer, de plus de chauffeurs de bus pour les transporter, ainsi que de plus de policiers et de gardiens de prison pour poursuivre et surveiller un nombre accru de délinquants et de personnes violentes. 1,9 million de personnes supplémentaires en 25 ans nécessitent davantage de terrain pour davantage de logements et d'infrastructures, ainsi que plus d'électricité et d'énergie. Et ils produisent davantage de déchets. Depuis l'an 2000, plus de 1,2 million de voitures supplémentaires circulent sur les routes suisses en raison de l'immigration. Cela signifie: davantage de tout pour 1,9 million de personnes en plus. 1,9 million de personnes, c'est l'équivalent de quatre fois la population de la ville de Zurich, quatorze fois celle de Berne et vingt-cinq fois celle de Saint-Gall. La Suisse croît seize fois plus vite que l'Allemagne!

Que signifie cette folie? Il faut, chaque année, plus de 40 000 logements supplémentaires, 1600 professionnels des soins, 47 000 voitures, 566 millions de kWh d'électricité et 35 kilomètres carrés de surface urbanisée en plus.

- La pression liée à la densité se fait sentir partout: des trains bondés, des routes engorgées, une pénurie de logements malgré une activité de construction massive, et des loyers en hausse.

Et quelle est la solution de la majorité à Berne? Fermer les yeux et foncer encore plus vite dans l'impasse avec le traité de soumission à l'Union européenne. Avec encore plus d'immigration, encore plus de réglementation et encore plus de versements de plusieurs milliards.

Que cela plaise aux dirigeants de l'industrie pharmaceutique et des grands distributeurs, lorsqu'un système leur amène chaque année quelque 100 000 clients supplémentaires dans leurs magasins, cela va de soi.

Mais pour la Suisse et pour la grande majorité de la population du pays, y compris pour les personnes déjà immigrées et intégrées, cette spirale sans fin est une catastrophe. Ce « système de boule de neige » par ailleurs interdit par l'Etat ne permettra pas non plus de sauver l'AVS. Car la masse des personnes immigrées vieillira elle aussi un jour.

La dérive que connaît la Suisse a pris, avec l'immigration de masse et la majorité bernoise acquise à l'Union européenne, une dynamique dangereuse. L'état devient toujours plus « vorace » et plus audacieux.

La bureaucratie et la frénésie réglementaire déferlent depuis Bruxelles jusque dans notre pays, tolérées par la majorité du Palais fédéral. Et les dépenses publiques ne cessent d'augmenter.

Les décisions populaires, comme les initiatives sur l'immigration de masse ou sur le renvoi des étrangers criminels, acceptées par le peuple et les cantons, ne sont plus mises en œuvre, à la manière de fonctionnaires bruxellois déconnectés. La majorité à Berne qui viole la Constitution dans ce domaine s'emploie également à éroder notre neutralité armée, intégrale et permanente, pourtant éprouvée, afin d'entraîner progressivement la Suisse vers l'Union européenne et l'OTAN.

Que le PS et les Verts se rangent de ce côté-là est clair. Ils veulent faire entrer la Suisse dans l'Union européenne. Leurs cadres aspirent presque à l'omnipotence d'une administration déconnectée, à la manière de la centrale bruxelloise de l'Union européenne. Ils aspirent aux voyages dans les États de l'Union européenne, à l'irresponsabilité organisée et aux photos de groupe sur les estrades avec les puissants. Oui, ils aspirent, après leur parcours passant par les Jeunes socialistes, la direction du PS et leur période parlementaire agréable, à un petit poste bien rémunéré à vie dans l'appareil de crise de l'Union européenne, où ils pourraient organiser leur rêve socialiste de tutelle complète et de surveillance des citoyens, à l'abri de l'anonymat européen.

Qu'en revanche le Centre et même le PLR, soutenus par la majorité des médias, se rallient à cette dérive est incompréhensible.

C'est pourquoi je m'adresse ici au Centre et au PLR. Surmontez enfin l'humiliation que vous vous êtes infligée vous-mêmes, à savoir que l'UDC vous a dépassés en popularité depuis votre campagne de peur lors de la votation sur l'EEE en 1992. Cessez de duper le peuple une nouvelle fois avec des astuces comme la mise hors-jeu de la majorité des cantons, avec des mots trompeurs tels que « Bilatérales III », « accord de stabilisation » et « aucune perte de démocratie », ainsi qu'avec les mêmes scénarios catastrophes que lors de l'EEE.

Engagez-vous enfin à nouveau pour la Suisse, et non pas simplement, par dépit, contre l'UDC. Alors, la Suisse s'en portera mieux et vos partis aussi.

Engagez-vous enfin à nouveau pour la préservation de notre démocratie directe, et appliquez-la de manière cohérente, y compris dans la mise en œuvre des décisions populaires et des mandats constitutionnels. Revenez à la neutralité éprouvée, permanente, armée et intégrale. Ce système de réussite, auquel nous devons notre prospérité et notre paix. Pourquoi veut-on sacrifier ce système de réussite, porté aussi bien par les partis bourgeois que par l'ancien parti ouvrier qu'est le PS, au modèle anti-suisse que représenterait l'Union européenne?

Il est clair que nous, Suisses, ne sommes pas de meilleures personnes que les autres, mais nous avons un meilleur système. On ne peut adresser aucun reproche aux immigrés étrangers, pas même aux requérants d'asile. Ils se contentent tout simplement d'utiliser les larges possibilités instaurées par la majorité au Parlement fédéral. La cause de cette dérive ne se trouve donc pas à l'étranger, mais à Berne. Ce sont la gauche et les naïfs qui, actuellement, s'emploient à saper les fondements de notre pays par la soumission à l'UE et l'érosion de la neutralité.

Cela signifie pour nous de Pro Suisse: la résistance démocratique est un devoir. Même au prix de difficultés!

Pour que la Suisse reste la Suisse.



Vous trouverez ici tous les discours prononcés lors de la 4e assemblée générale de Pro Suisse, qui s'est tenue le 18 avril 2026 dans la salle polyvalente de la caserne de Berne, à Berne





Agenda

Fête nationale fédérale publique 2026

« Soyez unis, unis, unis ! »

Le **vendredi 31 juillet 2026**, à 14h00, Pro Suisse vous invite à célébrer la fête nationale sur le **site du spectacle de Guillaume Tell à Matten, près d'Interlaken**. Rejoignez-nous la veille pour célébrer ensemble la fête nationale avec un programme riche et varié et des voix qui comptent dans notre pays.

Participants : l'ancien Conseiller fédéral Dr Christoph Blocher, le Dr Stephan Rietiker, Président de Pro Suisse, l'ancien Conseiller aux États/Conseiller national Adrian Amstutz, l'ancien Conseiller national Walter Wobmann, les Jeux en plein air de Tell à Interlaken, les Dragons bernois, le Groupe historique de drapeaux d'Interlaken, la Société musicale de Matten près d'Interlaken, des joueurs de cor des Alpes et des lanceurs de drapeaux etc.

Une invitation avec le programme détaillé vous sera envoyée ultérieurement.



Inscrivez-vous dès maintenant sur



Veillez nous communiquer votre adresse e-mail sur info@prosuisse.info

Nous pourrions ainsi vous tenir au courant. Nous respectons strictement les directives de protection des données et ne transmettons pas les adresses à des tiers.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat:
info@prosuisse.info
 tél. 031 356 27 27

PRO | Schweiz
 Suisse
 Svizlera
 Svizra

Case postale, 3822 Lauterbrunnen
 Tél. 031 356 27 27, info@prosuisse.info
www.prosuisse.info